

COMMUNE	Date	Délibération	Nature	Folio n°
DE FLERS	20.04.2026	2026-25	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE				

TD/JS

SEANCE N° 2 DU 20 AVRIL 2026
32 questions, numérotées de 2026-8 à 2026-39

DELIBERATION

**PERSONNEL COMMUNAL
EMPLOIS NON PERMANENTS
TABLEAU DES EFFECTIFS : MODIFICATION 2026-03**

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Municipal de la Ville de FLERS, légalement convoqué s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-François BRISSET, Maire,

Outre le Maire, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Adjoins : Armelline SALLIOT, Axel MOREL, Pauline DUCHESNE, François LEPRINCE, Emmanuelle BERGOT, Frédéric GAUCHÉ, Chantal GAUMER et Georges LAVIGNE

Conseillers : Andrée DUVAL, Jean-Claude CHEVIGNY, Anne-Marie MORIN, Catherine HAVAS, Stéphane BÉNIS, Sylvie GONTIER, Valérie GAUTRIN, Sonia ROINEL, Amar DIABI, Sylvie DUFOUR, Mohammed DIABI, Alexandra PORÉE, Tâm NGUYEN, Lucas PEYRELADE, Agathe VERGER, Romain LANGLOIS, Hugo PIOLINE, Laurent JUMELINE, Gaëlle PIOLINE, Cemile YANAR, Leïla HARDY, Jérémy PREVOST, Lori HELLOCO et Jean-Marc REMANDE

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :

Mandants	Mandataires	Questions
Jérémy PREVOST	Lori HELLOCO	Ensemble de la séance
Anne-Marie MORIN	Jean-François BRISSET	
Sylvie DUFOUR	Stéphane BÉNIS	

Absents : Frédéric GAUCHÉ et Hugo PIOLINE

EFFECTIF En exercice : 33 Quorum : 17	Questions	Présents	Votants
	2026-08	28	31
	2026-09	28	23
	2026-10 à 2026-39	28	31

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
10.04.2026	19H00	Agathe VERGER	20H06	21.04.2026	23.04.2026

R A P P O R T

présenté par

**Jean-François
BRISSET**

Maire

VILLE DE FLERS		N°	Date	Question	
CONSEIL	Séance	02	20.04.2026	N° d'ordre 18	N° délibération 2026-25

OBJET**PERSONNEL COMMUNAL • EMPLOIS NON PERMANENTS • TABLEAU DES
EFFECTIFS : MODIFICATION 2026-03**

LC/MT/JS

Chers Collègues,

Le code général de la fonction publique autorise le recrutement d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour différents motifs ou emplois particuliers.

Dans ce cadre, le conseil arrête, par délibération, le tableau des effectifs de ces emplois non permanents.

Il est question ci-dessous de vous en proposer une actualisation pour des besoins liés au service.

Création de poste**Cabinet du maire – secrétariat des élus**

Compte-tenu du renouvellement général du conseil municipal intervenu à la suite des élections municipales du 15 mars 2026 et de l'élection du maire par la délibération n° 2026-1 du 20 mars 2026, il y a lieu de procéder à la création d'emplois de collaborateurs de cabinet.

En effet les dispositions de l'article L. 333-1 du code général de la fonction publique autorisent l'autorité territoriale à recruter librement un ou plusieurs collaborateurs pour la formation de son cabinet dans la limite d'un effectif déterminé en fonction de la population de la collectivité. S'agissant de la strate démographique de la Ville de Flers, l'effectif maximum de collaborateurs de cabinet du maire est fixé à un collaborateur, en application de l'article R333-6 du code général de la fonction publique.

Si l'exécutif a toute latitude pour définir le nombre et la nature des emplois de collaborateurs affectés à son cabinet (dans les limites fixées par les textes), l'organe délibérant a compétence pour inscrire les crédits affectés au recrutement desdits collaborateurs. Pour permettre à celui-ci de délibérer sur un montant des crédits suffisants pour couvrir l'effectif de collaborateurs que l'autorité territoriale souhaite recruter, la délibération précise le nombre d'agents concernés.

COMMUNE DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.04.2026	2026-25	4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES DECISIONS DU MAIRE			

Il convient de noter que les emplois de collaborateurs de cabinet ne sont pas considérés comme des emplois permanents de la collectivité et sont pourvus par des contractuels. Les fonctions de collaborateurs prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui les ont recrutés conformément à l'article R333-5 du code général de la fonction publique.

En conséquence, il est donc proposé la création d'un nouvel emploi de directeur/directrice de cabinet. Un crédit rattaché au budget général de la ville de Flers, afférent à sa rémunération dans le respect des plafonds édictés par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 modifié, est proposé à votre approbation.

Le tableau présenté ci-après récapitule cette proposition.

EMPLOI	CADRE D'EMPLOIS et/ou GRADES	TEMPS DE TRAVAIL	DIRECTION/ service	RECRUTEMENT		Echelle rémunération	effectif
				MOTIF	catégorie		
1 directeur/directrice de cabinet	Emploi relevant des collaborateurs de cabinet des autorités territoriales	TC	Cabinet et services aux Elus			Voir observation ci-dessous	1
Observation : la rémunération des collaborateurs de cabinet n'est pas calculée par rapport à une échelle ou grille spécifique mais dans les conditions prévues par l'article 7 du décret 87-1004 précité, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> pour le traitement indiciaire : dans la limite d'un plafond qui ne peut être en aucun cas supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité) ; pour les indemnités : dans la limite d'un plafond qui ne peut être en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus). 							

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - MODIFIER** le tableau des effectifs des emplois non permanents dans les conditions ci-dessus exposées, au 1^{er} mai 2026,
- 2 - PRENDRE** l'engagement d'inscrire au budget les crédits correspondants,
- 3 - PRECISER** que l'intéressée/intéressé relèvera du régime applicable aux agents contractuels,
- 4 - AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir dans les limites légales et réglementaires ; y compris pour les conventions ou demandes de subventions à établir pour, le cas échéant, le financement du poste,
- 5 - PRECISER** que, le cas échéant, cette proposition nécessitera une actualisation des conventions de mutualisation en cours selon des modalités à définir entre les collectivités concernées dans le cadre du schéma de mutualisation.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

La secrétaire de séance

Le Maire,

Agathe VERGER

Jean-François BRISSET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-216101691-20260420-2026-25-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/04/2026
Publication : 23/04/2026